

Monsieur l'Inspecteur d'Académie
Mesdames, messieurs les membres du CTSD,
CTSD repli

Dans le contexte actuel politique et social, **Nous, UNSA Éducation pensons que l'avenir est au syndicalisme.**

Nous avons vu comment le gouvernement, dépourvu face à un mouvement social protéiforme aux revendications parfois contradictoires et en difficulté pour se structurer, s'est enfin tourné vers les organisations syndicales. Quel paradoxe quand, pendant plusieurs mois, il a fait fi de toutes les critiques sur la qualité du dialogue social dans notre pays et sur l'absence d'espace de négociation et de place donnée aux corps intermédiaires dans leur ensemble. Le président de la République et le gouvernement reçoivent par « effet boomerang » les discours de rejet et d'inutilité des corps intermédiaires. Leur responsabilité est importante dans cette situation qui favorise l'extrémisme.

Pour autant, à l'UNSA Éducation, nous avons bien conscience que le syndicalisme, dans son ensemble, est interrogé en ce moment.

De vastes chantiers nous attendent et nous n'aurons qu'un seul objectif, faire de l'UNSA Éducation un acteur plus fort, plus incontournable et plus représentatif dans les années qui viennent. Nous souhaitons inaugurer notre mandat par la réaffirmation des principes qui animent l'Unsa Éducation : le dialogue social, la recherche d'équité pour les territoires, le devoir de transparence, le respect de la laïcité, et la défense de l'école publique et laïque.

Le gouvernement pratique le monologue social et ne tient pas compte des propositions constructives de l'UNSA et ses agents.

Force est de constater qu'au niveau local le dialogue social ressemble au parcours du combattant ! Inutile de vous rappeler comment, nous, Unsa éducation 61 demandeur depuis plus de dix ans d'une convention rurale, nous y avons été associés !

Aussi sur tous les dossiers, carte scolaire, règles du mouvement et plus généralement la fonction publique nous vous demandons de prendre le temps nécessaire pour un véritable dialogue social afin de permettre ainsi des avancées pour des projets utiles et non régressifs.

Ainsi les droits des agents, qui nous ont renouvelés récemment leur confiance, seraient renforcés et non affaiblis.